



d'aide aux réfugiés et aux détenus d'opinion en Syrie

Newsletter n°31 - février 2026

Comité de rédaction : CA Revivre

20 ans de soutien aux victimes de la dictature des Assad

٢٠ عاما من مساندة ضحايا ديكتاتورية عائلة الأسد

EDITO

Ce long chemin ver l'apaisement souhaité par les Syriens

Assistons-nous à la dernière bataille du premier round de la réunification de la Syrie ? Après les massacres de la côte ouest alaouite déclenchés par les partisans de Bachar Al-Assad suivis d'une réponse chaotique et tragique des forces liées au nouveau régime, puis après le siège et les massacres dans la petite zone druze, la question des vastes territoires sous contrôle kurde était un rendez-vous incontournable pour les nouvelles autorités.

Une chose est certaine : elles (et de nombreux partenaires étrangers, mais pas tous) ne veulent pas d'une partition de la Syrie en 2, 3, 4 zones ethnocentrées, contrairement à ce que des groupes – presque dans chaque communauté ! - revendiquent haut et fort comme solution de pacification du pays. L'intention du nouveau régime est claire depuis le début : le nouvel État syrien sera souverain sur toute la Syrie et il n'y aura qu'une seule armée légitime.

Aujourd'hui, dans chaque communauté, on retrouve tous les bords politiques, selon des dosages variés : des ex-pro-Bachar et des anti-Bachar, des communistes et des libéraux, des pro-nouveaux régimes et des anti, des très religieux et des athées, des nationalistes et des fédéralistes, etc. Aucune des communautés syriennes ne peut être réduite à une seule idéologie politique ou à un seul courant religieux, tant les variantes sont multiples.

Les haines communautaires et claniques qui soufflent sur les braises encore chaudes trouvent leurs racines dans des histoires lointaines, alimentées par des concepts religieux sectaires, des alliances étrangères, auxquels s'ajoutent régulièrement des problèmes fonciers. **Dans cette diversité syrienne**, on rêverait de trouver un groupe qui serait exempt de tous reproches... quand bien même aurait-il rendu d'utiles services à certains moments^[1].

Bien que la tentation de la partition puisse être considérée comme légitime quand on appartient à un groupe de victimes, en se construisant en opposition aux autres camps, avec cette diversité entremêlée, ce serait un rendez-vous pris pour de prochains conflits. Préparer la répétition des crimes ne résout rien.

Dans cette dernière bataille, qu'en est-il cette fois-ci des civils qui paient généralement le plus lourd tribut ? On remarquera les corridors humanitaires qui ont été créés pour évacuer les civils dans la bataille d'Alep[2] et vers Kobané dans le Kurdistan ; le nouveau régime aurait cette fois-ci pris des précautions pour les épargner[3]. La préparation en amont de l'intervention dans l'Est syrien a limité les dégâts de ce côté-ci, la répétition des massacres de masse a été évitée[4] ; des gages (d'un niveau jusqu'alors jamais atteint) ont été donnés au travers d'un décret [5] de reconnaissance de leurs droits (langue, etc.) [6]. En revanche, le contrôle des camps de djihadistes a été un fiasco...

Cette marche - difficile - vers la réunification de la Syrie prendra encore du temps pour se concrétiser dans tous les recoins.

Et maintenant, reste au régime de transition à affirmer fortement le respect absolu de la diversité, à promouvoir la défense des droits humains pour tous les Syrien-ne-s, et à faire avancer l'inclusivité.

Frédéric ANQUETIL
Secrétaire général de Revivre

[1] Les Kurdes avec leurs alliés des tribus arabes locales ont rendu de grands services en gérant les camps d'internement des djihadistes après avoir combattu l'Etat Islamique mais, parallèlement, ont installé une gouvernance pas moins autoritaire que dans la zone d'Idleb d'avant la chute de Bachar, et la population locale n'a pas suivi les combattants du FDS et YPG, plutôt considérés comme des occupants.

[2] La plupart des 155 000 déplacés de début janvier sont depuis revenus à leurs domiciles.

[3] Les violences et les traitements dégradants spécifiquement commis à l'égard des femmes kurdes démontrent que les forces armées du nouveau ne sont pas encore assainies des éléments radicaux.

[4] Dans certaines villes conquises à l'Est, les populations arabes ont applaudi et des déplacés ayant fui depuis plusieurs années le Rojava, reviennent chez eux.

[5] Le Décret daté du 16 janvier 2026, qui reconnaît le kurde comme langue nationale, autorise son enseignement dans les régions à majorité kurde, abroge les mesures discriminatoires du recensement de 1962, accorde la pleine citoyenneté à tous les Kurdes vivant sur le territoire syrien et fait de Newroz (21 mars) une fête nationale officielle payée.

[6] il sera très difficile de revenir sur ce texte largement diffusé, quand bien même il n'est pas le fruit d'une assemblée parlementaire démocratiquement élue (ce qui est impossible à concrétiser dans ce climat de tension, de fractionnement du pays et de niveau élevé de destruction des infrastructures).



brèves

Des centaines de milliers de personnes déplacées depuis le début du soulèvement et privées de leurs habitations continuent de lutter pour leur survie face à un hiver particulièrement rigoureux. Les habitants dont les maisons ont été détruites par les bombardements et qui ne peuvent toujours pas regagner leurs villages vivent encore dans des camps de tentes à Idlib et dans la campagne d'Alep. On estime qu'environ **un million** de personnes sont réparties dans **1 150** camps, dont **801** à Idlib et **349** à Alep. *Source : Nouvelle Aube (média turc) – 02.01.26*

Le patriarche orthodoxe d'Antioche, Jean X Yazigi, a affirmé, lors de sa cérémonie de vœux pour le Nouvel An, que les chrétiens de Syrie refusaient catégoriquement toute forme de « *protection* » étrangère. Le chef religieux a insisté sur le statut de « *citoyens à part entière* » de sa communauté, dans un contexte de récentes propositions de sécurisation des minorités évoquées à l'international... Il a souligné que les chrétiens ne doivent pas être perçus comme une minorité vulnérable nécessitant une intervention extérieure, mais comme une composante organique de l'Etat syrien. *Source : Anadolu Ajansi - 01.01.26*

L'Etat islamique menace de nouveaux attentats après ses tentatives manquées du Nouvel An. Les services de renseignement internationaux détectent des préparatifs d'attentats-suicides contre des célébrations et des zones civiles. Les autorités syriennes ont déclaré avoir déjoué les plans de l'Etat islamique (EI) visant à mener des attentats suicides contre des églises et des rassemblements publics pendant les célébrations du Nouvel An, après qu'un

djihadiste présumé ait fait exploser des explosifs lors d'un affrontement avec les forces de sécurité à Alep. *Source : ATALAYAR - 03.01.26.*

Dans son interview à Ynet, **le cheikh Hijri a déclaré exiger non seulement l'autonomie, mais aussi une « région druze indépendante »**. Qualifiant les affrontements de juillet de « génocide », il a affirmé qu'« Israël est un État régi par le droit international (...) et est le seul pays au monde à être intervenu militairement et avoir sauvé des druzes du génocide au moment où il se déroulait ». Interrogé sur sa vision de l'avenir, il a répondu : « *Nous nous considérons comme partie intégrante de l'État d'Israël, comme un bras armé ayant forgé une alliance avec lui. Cette relation est essentielle. Israël est le seul garant et l'unique entité habilitée pour les accords futurs* »... Au Liban, le leader druze Walid Joumblatt a implicitement critiqué les orientations défendues par Hikmat al-Hijri. « *Quelqu'un a décidé de prendre le contrôle de Soueïda pour en faire un État indépendant avec le soutien d'Israël* », avait-il déclaré, qualifiant ce projet de « *suicidaire car il nuit à tous les intérêts des druzes arabes de la région* ». *Source : L'Orient - Le Jour - 14.01.26*

De nouveaux billets de banque ont commencé à circuler en Syrie, le pays cherchant à stabiliser son économie alors que sa nation se remet de la chute du gouvernement de Bachar El-Assad.

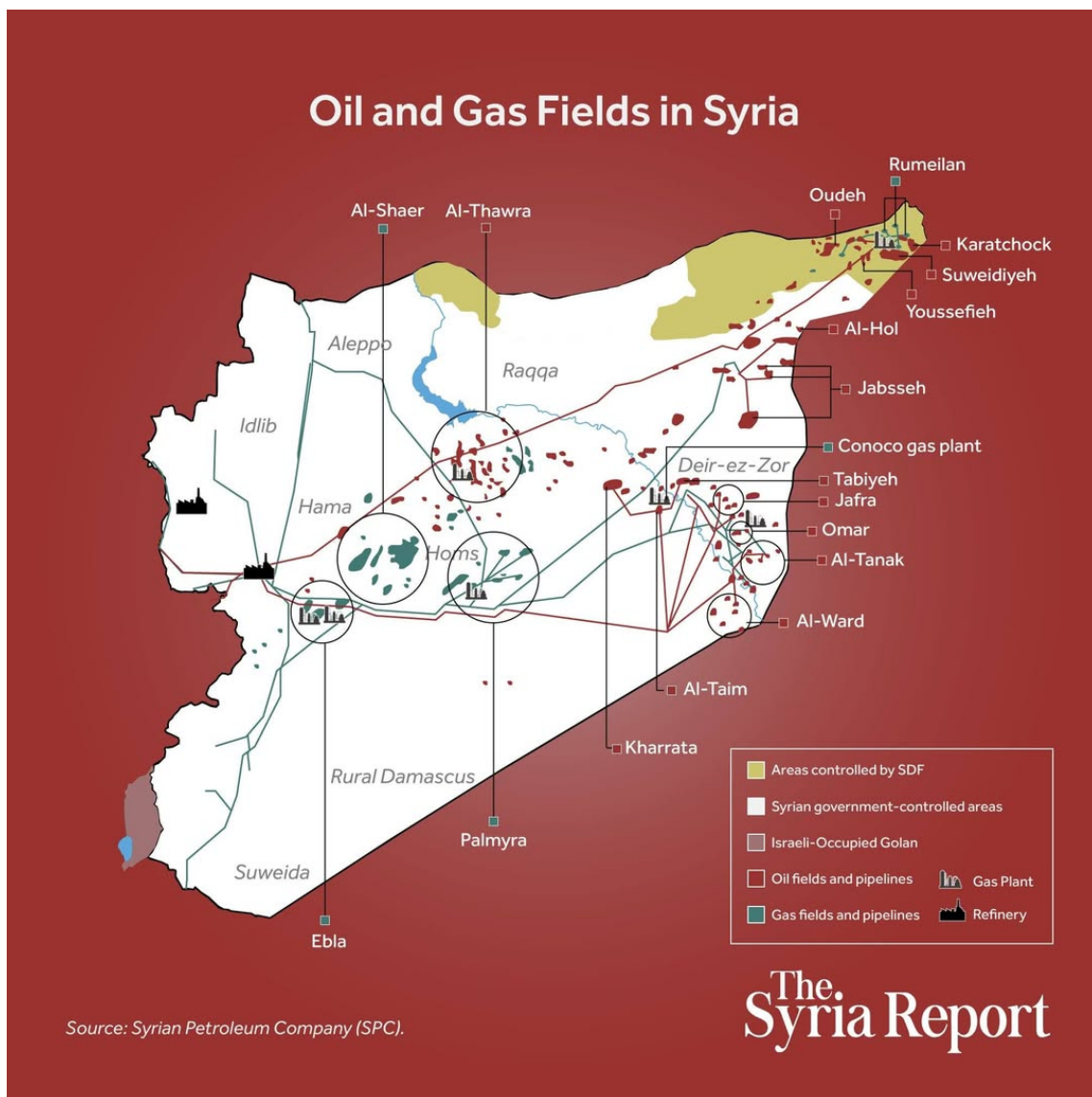
Des centaines de combattants kurdes évacués d'Alep. Les forces syriennes ont évacué plus de 400 combattants kurdes du quartier d'Alep dans lequel ils étaient retranchés, dans le nord de la Syrie, vers la zone autonome kurde, et arrêté 300 autres Kurdes, a indiqué un responsable du ministère de l'Intérieur dimanche à l'AFP. Les combattants ont été évacués « *grâce à la médiation des parties internationales* » selon les responsables kurdes. *Source : Agence France-Presse - 11.01.26*

Des complots fomentés par d'ex-assadistes, notamment depuis le Liban. De nouvelles révélations de la chaîne qatarie al-Jazeera sur des complots qui seraient organisés par d'anciens officiers syriens du régime Assad ont été publiées. Cette fois-ci, certaines informations sont jugées inquiétantes à Beyrouth, notamment l'existence d'une cellule qui permettrait le commandement des opérations en Syrie depuis le Liban, et qui aurait été montée par le général déchu Souheil el-Hassan, à la tête des Forces du Tigre, unité d'élite de l'armée de l'ex-régime, en coordination supposée avec un agent israélien. Selon des sources de sécurité concordantes contactées par *L'Orient-Le Jour*, des milliers d'anciens responsables et proches du régime syrien déchu vivent aujourd'hui au Liban, parmi plus de 75 000 réfugiés alaouites recensés de manière officielle par les autorités. Ces officiers, sous-officiers, chefs de branches de sécurité, anciens tortionnaires et miliciens, se cacheraient dans le pays. Ils avaient profité du chaos des premiers jours après la chute du régime pour passer la frontière syro-libanaise. *Source : L'Orient - Le Jour - 02.01.26*

Alors que le cessez-le-feu établi entre la coalition kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS) et les forces gouvernementales syriennes a été prolongé de quinze jours le 24 janvier, un relatif apaisement s'est installé dans le nord-est de la Syrie. Cela a permis aux agences des Nations Unies d'accéder au camp d'Al-Hol, offrant un répit aux dizaines de milliers de résidents, dont de nombreuses familles de djihadistes présumés, tout en rétablissant les livraisons vitales d'aide humanitaire... Sous la pression militaire, les forces kurdes se sont retirées d'Al-Hol, permettant ainsi à l'armée syrienne d'en reprendre la gestion. Selon les rapports des médias, Al-Hol abrite quelque 24.000 personnes, dont 15.000 Syriens et environ 6.500 femmes et enfants étrangers d'une quarantaine de nationalités. *Source : News.un.org - 27.01.26*

Selon Arthur Quesnay, un expert de la Syrie, « **80 % des occupants d'Al-Hol se seraient évadés** ». « *Ce n'est pas forcément le fruit de la volonté de Damas, mais cela traduit un réel manque de contrôle sur ses forces, notamment sur les groupes de combattants étrangers qui ont joué un rôle prépondérant dans l'élan de solidarité qui s'est manifesté depuis la province d'Idlib [nord-ouest] pour ramener les familles d'Al-Hol* », analyse le chercheur en sciences politiques. « *Le gouvernement est sous la pression de sa base – en particulier, les milliers de combattants étrangers intégrés à l'appareil sécuritaire –, qui considère ces évacuations comme une opération humanitaire* », poursuit-il. *Source : Le Monde 14.02.26*

FOCUS - Pétrole et gaz en Syrie



Les responsables de la compagnie pétrolière syrienne ont donné au Syrian Report une explication détaillée de l'état de tous les champs contrôlés par le gouvernement.

La Syrie n'est pas totalement démunie de tout, et ses ressources d'énergies fossiles seront bien utiles pour aider au redressement économique du pays.

Source : <https://syria-report.com/>

Retours sur le séminaire du conseil d'administration

Un an après la chute de Bachar El-Assad, il nous paraissait important de prendre le temps de réfléchir sur les évolutions politiques prévisibles en Syrie d'une part, et d'autre part sur les probables changements en France après les élections présidentielles de 2027. Après une dizaine d'années de relatives stabilités politiques, **force est de constater que les contextes politiques prévisibles des 2 pays sont plus chaotiques et risquent d'impacter fortement nos activités.**

De façon unanime, nous considérons que **la situation des réfugiés en France va continuer à se compliquer sur le plan réglementaire** ; il faudra donc que la permanence d'accès aux droits continue d'offrir ses services, particulièrement si l'extrême droite prend une plus grande place sur l'échiquier politique. ***Faudra-t-il protéger de la France les réfugiés accueillis par la France ?***

Concernant la nouvelle Syrie, quand bien même on observe de nombreuses améliorations par rapport à l'ère Bachar, la situation nous paraît encore extrêmement fragile, à la merci du moindre incident qui dégénère. Il faut rester prêt à tout, y compris à une éventuelle recrue des demandes d'asile.

Sans aller dans le détail de nos échanges, nous avons convenu qu'il fallait investir durablement dans les actions d'**insertion professionnelle** en France, ainsi qu'en Syrie (pour les jeunes qui n'ont pas eu de scolarité correcte au cours des 10 dernières années).

Nous reviendrons sur tout cela lors de **notre prochaine Assemblée Générale le samedi 11 avril 2026.**

Bénévoles, stagiaires, on vous attend !

Le déploiement de nos activités – en France et en Syrie – repose sur la **combinaison du bénévolat et du salariat** (en fonction des financements obtenus). Sans la vingtaine de bénévoles, nos cours de Français Langue Étrangère (FLE) ne pourraient pas fonctionner. Sans la dizaine de bénévoles gravitant autour de la permanence d'accès aux droits, le service serait moindre. Sans la douzaine de bénévoles qui s'occupe de la gestion au quotidien de l'association, Revivre serait complètement bancal... Pour poursuivre la route dans ces temps de plus en plus troubles, **nous avons besoin de maintenir et renforcer l'effectif de bénévoles et de stagiaires dès maintenant.**

Vous avez au moins 2 heures par semaine ou une demi-journée tous les quinze jours ou plus pendant quelques semaines ? Contactez-nous !

Si vous n'avez pas de compétence particulière, en revanche vous avez des souhaits et des talents... nous vous ferons des propositions. Les activités possibles sont nombreuses : orientation des bénéficiaires, gestion des plannings, animation d'atelier C.V., accompagnement à des salons professionnels ou en entreprises, aidant.e.s numériques, gestion du site internet, réalisation des campagnes d'appels à dons, maquettage de documents de communication, soutien à l'organisation d'événements, coordination des bénévoles, etc.

Certaines activités sont réalisées pendant les heures d'ouverture de notre permanence d'accès aux droits, d'autres le sont à distance et à toute heure.

Les + :

- Une expérience auprès des réfugiés
- La convivialité d'une petite association
- Un environnement engagé

Pour nous contacter



en SYRIE

Les distributions d'eau potable dans les camps



Les distributions d'eau potable ont commencé en 2023 dans les camps autour d'**Idleb**, **Afrin**, **Janderes**, et sont financées depuis le début par le **CCFD** (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement). Elles se sont poursuivies en 2025 avec l'active participation de nos relais sur place.

Les campements se vidant progressivement suite à l'arrêt des aides de l'Etat, la distribution s'est orientée vers les plus petits camps autour d'Afrin. Des citernes ont été positionnées dans ces camps, et les distributions se déroulent dans l'ordre, avec la participation active et joyeuse des enfants.

Faire pour apprendre... à Palmyre

La reconstruction de la Syrie est confrontée à de multiples obstacles, dont le retour de dizaines de milliers de déplacé-e-s et de réfugié-e-s dans des villes considérablement détruites. La Ville de Palmyre est passée de **2 000 habitants à 35 000 habitants en une année**. De nombreuses familles de déplacés qui vivaient dans les camps de fortune dans la zone d'Idleb (nord-ouest) ou dans la zone Al-Taaf (est) sont revenues dans leurs maisons dont beaucoup sont partiellement détruites.

Après plus de 10 années passées en dehors de Palmyre, ces familles reviennent avec **des enfants qui n'ont bénéficié d'aucune scolarité normale**, et dans un système scolaire sans moyen. Pour les jeunes faiblement scolarisés qui ont plus de 14 ans (garçons et filles) et dont les familles n'ont pas les moyens financiers pour rattraper le retard, il n'existe pas de cursus de formation à leur disposition.

La création d'un Centre de Formation Professionnelle a été lancée, afin que ces jeunes apprennent les bases pratiques des métiers les plus recherchés (formation de courte durée de 5, 6 à 12 mois). Le but est d'offrir des perspectives d'avenir à ces jeunes et à leurs familles, et de les positionner sur des emplois qui les rendront autonomes. Les formations sont orientées sur l'acquisition de gestes professionnels dans les domaines de la maçonnerie, l'électricité, le maraîchage et la bureautique.

Le collectif international de réfugiés et de déplacés de la « **Maison de Palmyre** » - qui est un partenaire de longue date de **Revivre** - a créé une association locale enregistrée sous le nom de **TADMORNA** (« Notre Palmyre ») pour porter (entre autres) ce projet d'école professionnelle.

Les travaux de réhabilitation d'un bâtiment-école sont commencés, et la première formation - le maraîchage - démarre en Mars sur un champ d'un hectare en cours de préparation.



Merci de soutenir ce projet



SAVE THE DATE !

**Assemblée Générale
Extraordinaire et
Ordinaire**

**Samedi 11 avril 2026
à 14h00**

**Suivi d'une table-ronde :
« Quelle justice ? constat,
problématique, enjeux »**

Maison de la Vie Associative et
Citoyenne du 20e
18 rue Ramus
75020 Paris

Métro Gambetta

Association Revivre

100 boulevard de Belleville, 75020 PARIS

Pour recevoir la Newsletter de Revivre : newsletter@association-revivre.fr

This email was sent to {{ contact.EMAIL | default : "newsletter.revivre@gmail.com" }}

You've received it because you've subscribed to our newsletter.

[Unsubscribe](#)

